> Article sur l'assemblée générale de l'ASA Normandie du vendredi 2 octobre 2020 par Julie Pertriaux, pour l'Agriculteur Normand

Les salariés agricoles sont en mal de reconnaissance

Vendredi 2 octobre, l'Association des salariés agricoles de Normandie a tenu son assemblée générale, à Hérouville-Saint-Clair. Entre l'annulation des événements à cause de la crise sanitaire et des difficultés financières, l'ASA espère des jours meilleurs.

L'ambiance est morose, vendredi 2 octobre à l'assemblée générale des salariés agricoles de Normandie. L'ASA Normandie plante le décor : « si on passe encore une année comme celle-ci, on ne tiendra pas la route », lâche Patrick Poulet, son président. En cause, la pandémie de Covid-19, la régionalisation et le manque de moyens financiers. « L'ASA promeut les métiers de l'agriculture. Son axe de travail : les festivals, les foires, les forums, les salons, les comices. Nous allons à la rencontre du grand public sur une trentaine d'événements », reprend Constance Guéné, animatrice du réseau. L'ASA intervient dans les établissements scolaires, auprès des demandeurs d'emploi. « On veut donner une image positive du monde agricole, montrer que c'est un secteur d'insertion durable », poursuit Constance Guéné.

L'union fait la force

Mais la Covid-19 est venue chambouler le fonctionnement de l'ASA. Les événements réunissant du public sont annulés. Les champs d'action sont réduits. « On organise des réunions d'information pour les salariés, sur leurs droits aux formations, leurs droits en général et la prévention des risques professionnels. À cause de la Covid-19, nous allons essayer de mettre en place des webinaires », continue Constance Guéné. Parmi les projets, l'ASA souhaite travailler « à une meilleure régionalisation, proposer une adhésion commune à l'association pour les cinq départements sur internet ». Si « l'union fait la force », reprend Patrick Poulet, « les salariés sont les oubliés alors qu'ils apportent une vraie valeur ajoutée à l'agriculture normande ». Dans le contexte sanitaire, le président constate à regret « qu'on ne voit plus les salariés, nous ne sommes plus représentés sur le terrain ».

70 % du travail

Mais c'est sur le volet financier que les mâchoires se crispent. « On compte 25 000 salariés agricoles en Normandie, qui effectuent 70 % du travail », détaille Patrick Poulet. Il constate le faible montant de subvention allouée par la Cran pour 2020 : « 50 000 € pour les cinq départements. Quand on retire les frais de déplacement pour venir à Caen, il ne reste pas grand-chose pour réserver les salles, payer les intervenants, etc. Nos actions sont limitées. » Philippe Pontis, élu Cran dans le collège des salariés des OPA, nuance : « votre interlocuteur, Guillaume Larchevêque, a soutenu votre association, pour que vous ayez 50 000 € et non 30 000 € comme c'était prévu. Je suis dans la commission financière de la Cran, elle a des problèmes budgétaires. Pour amener des demandes de budget, soyez costauds entre vous cinq, mutualisez ce que vous pouvez et défendez la régionalisation. Proportionnellement, les GVA ont un plus petit budget que le vôtre ». La MSA, par la voix de Pierre Rolland, représentant de la caisse Côtes Normandes, regrette « un manque de reconnaissance » de la part de la Cran. L'ASA et la Région Normandie repartent pour un contrat d'objectifs de trois ans, de 2020 à 2022. En 2019, la Région Normandie, via le COB 1, subventionne l'ASA à hauteur de 50 000 €, un montant qui devrait être revu à la baisse pour le COB2. Les cotisations départementales apportent, elles, 1 000 €.

92 % de « non »

Pendant la période de confinement, l'ASA Normandie a lancé une enquête en ligne sur la reconnaissance du métier, dans le cadre du contrat d'objectif. « L'idée, c'était de connaître le point de vue des salariés agricoles pendant la crise, alors qu'ils continuaient à travailler », explique Patrick Poulet. Entre le 2 et me 15 avril, 557 personnes ont répondu au questionnaire, diffusé sur les réseaux sociaux. Principalement des salariés d'exploitations d'élevage et de grandes cultures. La majorité des salariés se sentait « en sécurité dans son entreprise face à la Covid-19 » mais a aussi eu « peur de la crise sanitaire ». La réponse la plus nette est celle à la question : « trouvez-vous qu'on parle suffisamment des salariés agricoles face à la Covid-19 ? » Pour 92 % des gens, la réponse est « non ». Les membres de l'association regrettent parfois un manque de temps d'échange entre le salarié et l'employeur, comme une pause-café pour discuter. Une piste d'amélioration pourrait être de former les patrons au management.

Julie Pertriaux

De gauche à droite : Philippe Lecanu, président de l'association du Calvados ; Patrick Poulet, président Normandie et Eure ; Constance Guéné, animatrice.

« Je reste prudent sur la signature de la convention collective entre les partenaires sociaux agricoles salariés et patronaux. Voyons le positif, mais une négociation à l'échelle nationale n'a jamais été plus avantageuse qu'à celle départementale. L'ASA fera de l'information sur le sujet. » Patrick Poulet, président de l'ASA Normandie.